

Bulletin de veille

du 31 janvier au 6 février 2023

Sélection d'articles et de rapports sur
la conjoncture, les grandes questions
macroéconomiques et des
secteurs stratégiques

Rexecode

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
 - Energie & matières premières
 - Construction & immobilier
 - Industrie – Services
 - Economie numérique
 - Environnement

- Population
- Echanges internationaux
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.



Si vous souhaitez recevoir l'édition quotidienne du Bulletin de veille, n'hésitez pas à nous contacter.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

INTERNATIONAL

How Costly Will Reining in Inflation Be? It Depends on How Rational We Are

IMF WORKING PAPER 2023, N. 2023/021, février, 35 p.

Les auteurs tentent de déterminer comment les mécanismes de formation des anticipations d'inflation qui peuvent être déclenchés par des épisodes inflationnistes peuvent entraîner des courbes de baisse d'inflation plus abruptes, avec des implications importantes pour la politique monétaire. Il présente d'abord des faits stylisés sur l'inflation, les anticipations d'inflation et les relations inflation-chômage, constatant dans tous les pays que plus l'inflation est ancrée, plus la relation entre l'inflation et l'écart de chômage tend à être plate. Cette pente peut être plus prononcée lors d'épisodes fortement inflationnistes au cours desquels les anticipations d'inflation peuvent se désancrer qu'en " temps normal". C'est-à-dire que de fortes fluctuations d'inflation peuvent se produire pendant ces périodes, sans changements importants dans les écarts de chômage. Le coût de la maîtrise de l'inflation actuelle pourrait ainsi être inférieur à ce qu'impliquent les relations empiriques estimées pendant les périodes de faible l'inflation, surtout si une banque centrale parvient à réancrer les anticipations.

<https://www.imf.org/external/pubind.htm> - Accès public : <https://www.elibrary.imf.org/subject/001?pageSize=10>

ECHANGES INTERNATIONAUX

The CEPII Trade and Production Database

DOCUMENT DE TRAVAIL - CEPII 2023, N.2023/3, janvier, 16 p.

Ce document décrit les données et la méthode de construction de la base de données du CEPII sur le commerce et la production (TradeProd), qui fournit des données sur les flux commerciaux internationaux et nationaux et les mesures tarifaires. La base de données couvre 162 pays et 9 secteurs industriels sur la période 1966-2018. TradeProd combine les données commerciales de Comtrade, les données de production de l'ONUDI et les données tarifaires de WITS. Elle peut être associée à la base de données CEPII-Gravity qui recense d'autres variables de gravité. Elle est basée sur une version antérieure (2012). La base de données sera mise à jour annuellement et mise à disposition sur le site du CEPII.

<http://www.cepii.fr/francgraph/doctravail/docw.asp>

ETATS-UNIS

The Demographic Outlook: 2023 to 2053

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE - UNITED STATES

2023, janvier, 18 p.

Dans les projections du CBO, la population américaine passe de 336 millions de personnes en 2023 à 373 millions de personnes en 2053. La croissance démographique est de plus en plus alimentée par l'immigration nette, qui représente la totalité de la croissance démographique à partir de 2042.

<https://www.cbo.gov/publication/58612>

CHINE

People's Republic of China: 2022 Article IV Consultation-Staff Report ; Staff Statement and Statement by the Executive Director

IMF STAFF COUNTRY REPORT 2023, N. 23/67, février, 134 p.

Analyse de la situation économique chinoise, des derniers développements de la politique économique et budgétaire, accompagnée de perspectives à moyen terme, pour l'activité, les finances publiques et les comptes extérieurs.

→ Dans cette édition : La croissance a considérablement ralenti en 2022, sous pression de résurgences épidémiques récurrentes qui ont freiné la mobilité, de la persistance de la crise immobilière et du ralentissement de la demande mondiale. La croissance est attendue à 2,6 % pour 2022, 3,8 % en 2023 et 5,5 % en 2024 (3,8% en 2027), avec un degré d'incertitude inhabituellement élevé. L'efficacité des politiques macroéconomiques a été amoindrie par leur focalisation sur les entreprises et des investissements dans les infrastructures traditionnelles de moins en moins efficaces, aux dépens des ménages. La pandémie a aussi freiné le rééquilibrage de l'économie chinoise vers la consommation privée et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La relance de la productivité reste indispensable, son insuffisance pesant sur le potentiel de croissance à moyen terme de la Chine.

En encadré notamment : Difficultés des promoteurs immobiliers, la question des logements non terminés

<http://www.imf.org/external/pubind.htm>

NATIXIS China Bond Monitor - Can China's bond market fend off negative sentiment in 2023?

NATIXIS

2023, novembre-janvier, 31 p.

Rapport trimestriel sur l'évolution des émissions d'obligations onshore et offshore par les entreprises chinoises. Ce document cherche à offrir un aperçu de la situation financière et des émissions d'obligations avec une comparaison entre les deux marchés.

<https://www.research.natixis.com/>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

The ECB Survey of Professional Forecasters - First quarter of 2023

BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

2023, 1er trim., 23 p.

Résultats de l'enquête trimestrielle auprès des prévisionnistes professionnels (EPP). L'enquête interroge des experts attachés à des institutions financières ou non financières établies dans l'Union Européenne sur leurs prévisions en matière d'inflation (à court et long terme), de croissance du PIB et de chômage dans la zone euro. Les prévisions concernent la zone euro dans son ensemble. Le tableau de résultats présente également les prévisions du Consensus et du Baromètre de la zone euro.

→ Dans cette édition : Les anticipations d'inflation de l'IPCH sont révisées encore à la hausse, s'établissant à 5,9% et 2,7 % pour 2023 et 2024 respectivement (2,1 % en 2025 comme en 2027). Les prévisions de croissance sont légèrement revues en hausse pour 2023 (0,2% contre 0,1% le trimestre précédent) mais en baisse pour 2024 (2,6% au lieu de 2,8), la croissance est attendue à 1,4% à long terme.

https://www.ecb.europa.eu/stats/ecb_surveys/survey_of_professional_forecasters/html/index.en.html

FRANCE _ ECHANGES INTERNATIONAUX

Securing Foreign Markets: Exports, Relational Specificity and New Investment Locations

DOCUMENT DE TRAVAIL - CEPII 2023, N.2023-3, février, 30 p.

Ce document montre que les entreprises françaises ont tendance à localiser leurs nouveaux investissements dans les pays qui représentent déjà la plus grande part de leurs exportations passées. Dans la mesure où il permet un meilleur suivi du marché extérieur, l'investissement évite une rupture de la relation, dont l'impact sur les profits serait particulièrement préjudiciable dans le cas de partenaires étrangers importants. Dans la même logique, à volumes d'exportations identiques, les entreprises privilégient les pays qui achètent des biens à plus forte spécificité car trouver de nouveaux acheteurs pour ces biens impliquerait des coûts plus élevés si la relation était rompue.

<http://www.cepii.fr/francgraph/doctravail/docw.asp>

GVC exporter performance during the COVID-19 pandemic: the role of supply bottlenecks

WORKING PAPER SERIES (Banque Centrale Européenne) 2023, N.2769, janvier, 56 p.

Ce document analyse l'impact des goulots d'étranglement qui ont affecté l'approvisionnement des entreprises exportatrices françaises durant la pandémie de Covid19 (janvier 2020-décembre 2021).

La participation aux chaînes de valeur mondiales a accru la vulnérabilité des entreprises au choc, tant en termes de performances à l'exportation que de probabilité de survie sur le marché d'exportation, l'impact négatif des ruptures d'approvisionnement étant plus élevé pour les entreprises relativement plus en aval, en particulier pendant le premier confinement. Dans le même temps, les entreprises exportatrices bénéficiant de l'approvisionnement en intrants de base de plus d'un pays, ont subi moins d'effets négatifs, ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle la diversification favorise la résilience de la chaîne d'approvisionnement. En outre, les entreprises importatrices de biens identifiées comme créant des dépendances stratégiques pour l'Union européenne (UE) ont été plus touchées, tandis que les entreprises plus productives et celles disposant de stocks plus élevés ont été relativement moins touchées.

<https://www.ecb.europa.eu/pub/research/working-papers/html/index.en.html>

Dispositifs de soutien à l'exportation et à l'attractivité des investissements étrangers en France

ASSEMBLEE NATIONALE

CHIKIROU, Sophia _ RODWELL, Charles

2023, février, 37 p.

Communication du groupe de travail sur les dispositifs de soutien à l'exportation et à l'attractivité des investissements étrangers en France. A partir du constat des faiblesses structurelles du commerce extérieur et de la politique de soutien à l'export de la France, les auteurs formulent des recommandations : intégrer l'attractivité et l'export au cœur de la politique industrielle nationale ; gagner des parts de marché à l'international, en redéfinissant les priorités stratégiques de la politique de soutien à l'export ; renforcer la coordination des acteurs de la Team France Export et de la Team France Invest.

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/organes/commissions-permanentes/affaires-economiques/actualites/dispositifs-de-soutien-a-l-exportation-et-a-l-attractivite-des-investissements-etrangers-en-france-communication-du-groupe-de-travail>

FRANCE _ ENTREPRISE & SECTEURS

Défaillances et sauvegardes des entreprises en France - 4ème trimestre et bilan 2022

ALTARES

2023, janvier, 49 p.

Bilan annuel des défaillances d'entreprises et des procédures de sauvegarde en France. Avec 42 500 défaillances en 2022 dont 12 256 au 4e trimestre, la France enregistre la plus forte hausse des défaillances jamais connue avec 49,9 % d'ouvertures en plus sur un an. Le niveau reste inférieur à celui de 2019 (10 000 défauts de moins, soit -18,5 %).

<https://www.altares.com/fr/publications/etudes-defaillances-sauvegardes-entreprises/>

Comment les entreprises financent-elles leur investissement ?

LE, Mathias _ VINAS, Frédéric

BLOC-NOTE ECO (Banque de France) 2023, N°303, février, 5 p., analyse détaillée à paraître

Les auteurs analysent les modalités de financement de l'investissement des entreprises françaises sur la période 1992-2016. Ces modalités varient sensiblement selon la taille des entreprises, la cotation ou non en bourse et la nature des investissements entrepris. Les entreprises privées dépendent davantage du crédit bancaire que les entreprises publiques et moins de la dette financière, des fonds propres et des flux de trésorerie. Par ailleurs la contribution de la dette financière et des fonds propres augmente avec la taille de l'entreprise.

Les auteurs concluent que même dans une économie basée sur les banques, les capitaux propres jouent un rôle important dans l'investissement des grandes entreprises privées. L'Union des Marchés de Capitaux, initiative de l'UE prise dès 2015, "qui a pour objectif de mobiliser les capitaux privés et d'encourager les investissements transfrontières en supprimant les obstacles réglementaires", pourrait favoriser l'investissement des entreprises en développant le financement par fonds propres et le capital-risque.

<https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/comment-les-entreprises-finacent-elles-leur-investissement>

Firms' financial vulnerabilities during COVID-19: Was the French support package too generous?

GUILLOU, Sarah _ TREIBICH, Tania _ MAU, Karsten

DOCUMENT DE TRAVAIL (Ofce) 2023, N°2, janvier, 41 p.

A partir de données détaillées d'entreprise et des registres commerciaux, les auteurs analysent le rôle des caractéristiques des entreprises françaises dans leur exposition à la pandémie de Covid-19. Ils examinent ensuite l'impact sur la situation financière des entreprises de trois politiques publiques mises en œuvre pour protéger les entreprises des effets de la crise sanitaire sur l'année 2020 : le financement de l'activité partielle, le fonds de solidarité des entreprises (FSE) et le prêt garanti par l'Etat (PGE).

<https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/document.php>

FRANCE _ ENERGIE & MATIERES PREMIERES

Exiting the Energy Crisis: Lessons Learned from the Energy Price Cap Policy in France

RUDINGER, Andreas

INTERECONOMICS (ZBW) 2023, N°1, janvier-février, 5 p.

L'article vise à fournir une première évaluation de la réponse française à la crise énergétique, notamment le bouclier énergétique destiné à protéger les ménages et les entreprises de la hausse des prix de l'électricité et du gaz, en mesurant son efficacité d'un point de vue économique, social et environnemental. L'auteur présente ensuite quelques recommandations concernant le défi que représente la prise en compte simultanée des trois dimensions du "trilemme" des objectifs économiques, sociaux et environnementaux dans le contexte de la crise énergétique.

<https://www.intereconomics.eu/pdf-download/year/2023/number/1/article/exiting-the-energy-crisis-lessons-learned-from-the-energy-price-cap-policy-in-france.html>

Bilan énergétique de la France en 2021 - Données définitives

DATALAB ESSENTIEL - ENERGIE (CGDD) 2023, janvier, 4 p.

En 2021, la production d'énergie primaire de la France repart à la hausse (+ 6,7 % par rapport à 2020), sans toutefois retrouver son niveau de 2019. La consommation primaire rebondit plus fortement (+ 7,6 %), en raison de la levée progressive des restrictions liées à la crise sanitaire et, dans une moindre mesure, de températures hivernales plus froides qu'en 2020. Après correction des variations climatiques, la consommation d'énergie finale croît de 4,0 %. Elle diminue dans le résidentiel mais progresse dans tous les autres secteurs. En particulier, les transports, fortement affectés par la crise sanitaire en 2020, voient leur consommation rebondir de 12,1 %, sans toutefois revenir au niveau de 2019. Au total, les ménages, entreprises et administrations ont dépensé 176 milliards d'euros (Md€) pour leur consommation d'énergie.

→ Les données provisoires paraissent en avril, les données définitives sont publiées en décembre.

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-et-chiffres-cles-de-lenergie-0?rubrique=19>

FRANCE _ ENVIRONNEMENT

France: Investment Needs for the Climate Transition in France

IMF STAFF COUNTRY REPORT 2023, N.2023/56, janvier, p. 30

Cet encadré examine quels sont les besoins d'investissement supplémentaires pour répondre aux objectifs climatiques de la France d'ici 2030 (revue des estimations incluant l'étude Rexecode de mai 2022). Globalement, les études évaluent les besoins nets d'investissement climatique à environ 70 à 90 milliards d'euros par an (environ 2,5 % du PIB ou 10 à 12 % de formation brute de capital fixe supplémentaire).

Pour la France, si les pertes physiques dans le champ pétrolier/gazier sont faibles, les pertes financières liées à l'exposition de ses entreprises et de ses investisseurs à divers actifs physiques dans le monde sont importantes, évaluées à environ 1,2 % du PIB. Cela s'explique par le fait que de nombreuses grandes sociétés énergétiques françaises sont fortement exposées aux gisements de pétrole et de gaz hors de France. Les objectifs climatiques peuvent aussi induire un effondrement des bénéfices attendus du capital investi dans les combustibles fossiles et conduire à une perte de valeur prématurée des actifs. Pour la France les pertes liées à l'exposition de ses entreprises et de ses investisseurs à divers actifs physiques liés aux combustibles fossiles dans le monde seraient d'environ 1,2% du PIB.

<http://www.imf.org/external/country/fra/index.htm>

FRANCE _ EMPLOI

Quel effet de l'inflation sur la progression actuelle des salaires ?

DARES

2023, février, 7 p.

La note analyse l'effet de l'inflation sur la progression des salaires depuis janvier 2021. Elle souligne que les salaires de base progressent moins vite que l'inflation et le smic et que la distribution des salaires de base se resserre à court terme. Sur la période récente, les salaires de base augmentent plus vite dans les secteurs où la proportion de salariés rémunérés au Smic est élevée. Enfin sur les derniers mois, les tensions de recrutement ne semblent pas jouer un rôle majeur dans la détermination des salaires.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/quel-effet-de-linflation-sur-la-progression-actuelle-des-salaires>

Quelle place occupe l'actionnariat salarié en 2020 ?

BRIAND, Antonin _ BERGER, Emmanuel

DARES FOCUS 2023, N°7, février,

En 2020, 1,3% des entreprises de 10 salariés ou plus mettent en place une opération d'actionnariat salarié et plus de 600 000 salariés en bénéficient. En particulier, 460 000 salariés font l'acquisition d'actions gratuites, seule ou combinée avec d'autres dispositifs.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/>

FRANCE _ QUESTIONS SOCIALES

France – Réformer les retraites, est-ce vraiment une urgence ?

BENADJAOUD, Pierre

PERSPECTIVES (Crédit Agricole) 2023, N°23/034, février, 7 p.

La note fait l'état des lieux du système de retraite actuel et de sa probable évolution avant prise en compte de la nouvelle réforme. Les évolutions démographiques et le départ à la retraite lié au papy-boom dégradent le rapport entre le nombre de cotisants et de retraités. L'indexation des pensions sur l'inflation conduit à long terme à une baisse des pensions de retraite relativement aux revenus d'activité. Quelles que soient les hypothèses de prévision et la convention comptable retenue, le système de retraite serait déficitaire d'ici à 2030.

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com/Publication/2023-fevrier/france-reforme-des-retraites-1-2>

Régimes spéciaux de retraite

FIPECO

ECALLE, François

2023, février, 8 p.

Ce billet fait le point sur les principales caractéristiques des régimes spéciaux de retraite en France et sur les mesures qui les concernent dans le projet de loi de réforme des retraites présenté par le gouvernement en janvier 2023 (extinction des régimes spéciaux, clause du grand-père, relèvement de 2 ans de l'âge de départ).

<https://fipeco.fr/commentaire/R%C3%A9gimes%20sp%C3%A9ciaux%20de%20retraite>

ENTREPRISE & SECTEURS

Do we need more inflation to get more corporate investment?

ALLIANZ

BARTHALON, Eric

2023, janvier, 15 p.

Jusqu'en 2019, la désinflation mondiale a fait chuter l'investissement des entreprises. Cette tendance ne s'est pas inversée dans les pays de l'OCDE depuis 2020 avec le retour de l'inflation. Les entreprises n'ont jamais été aussi performantes en termes de marges bénéficiaires nettes, de retour sur capitaux employés, de coût de financement et d'imposition effective des bénéficiaires. Mais les dépenses d'investissement ont été éclipsées par l'accumulation de liquidités, les rachats d'actions et les dividendes. Les explications les plus plausibles de la faiblesse de l'investissement sont, selon l'auteur, les anticipations d'inflation persistantes à long terme, la concentration croissante (pouvoir de marché) et les facteurs subjectifs. Si cette faiblesse persiste, "elle pourrait se retourner contre l'inflation".

https://www.allianz-trade.com/en_global/news-insights/economic-insights/inflation-corporate-investment.html

ENERGIE & MATIERES PREMIERES

Key Energy Market Themes for 2023

HANCOCK, Joel

COMMODITIES REPORT [Natixis] 2023, 30 janvier, 19 p.

Prévisions annuelles de Natixis sur les marchés et les prix de l'énergie dans le monde.

Accès public : <https://www.research.natixis.com/>

Renewables 2022 - Analysis and forecast to 2027

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

2022, décembre, 173 p.

Principale publication de l'AIE sur le secteur des énergies renouvelables, basée sur les politiques actuelles et les développements du marché, elle prévoit le déploiement des technologies d'énergie renouvelable dans l'électricité, les transports et le chauffage jusqu'en 2027, tout en explorant les principaux défis du secteur et en identifiant les obstacles à une croissance plus rapide.

→ Ce rapport explore également les tendances à surveiller, avec dans cette édition : les objectifs plus ambitieux en matière d'énergies renouvelables récemment proposés par l'Union européenne ; la question des bénéfices exceptionnels ; la diversification de la fabrication de panneaux solaires photovoltaïques ; la capacité renouvelable de production d'hydrogène ; une éventuelle pénurie de matières premières dans l'industrie des biocarburants et les moyens viables de l'éviter.

<https://www.iea.org/reports/renewables-2021>

FINANCE

Addressing the risks in crypto: laying out the options

BIS BULLETIN (Banque des règlements internationaux) 2023, N.66, janvier, 9 p.

La faillite de FTX et d'autres entreprises de cryptographie ont relancé le débat sur les risques liés à la cryptographie, et les moyens d'y répondre, y compris par le biais de la réglementation. Les fonctions "financières parallèles" assurées dans le cadre des marchés de la cryptographie partagent de nombreuses vulnérabilités avec la finance traditionnelle (TradFi), exacerbées par des caractéristiques spécifiques de la cryptographie. Pour faire face à ces risques, les modes d'action incluent la contention (visant une séparation de l'économie réelle), une réglementation spécifique, voire l'interdiction pure et simple de ces activités. Les banques centrales qui sont au cœur du système monétaire et financier peuvent aussi aller plus loin en encourageant une innovation saine dans le cadre de la finance traditionnelle. Elles pourraient ainsi contribuer à un système monétaire plus efficace. Une option consiste à introduire des systèmes de paiement rapide pour le commerce de détail, à l'instar de l'interface de paiement unifiée (UPI) en Inde, Pix au Brésil, ou le futur système FedNow aux États-Unis ou encore l'Espace unique de paiement en euros (SEPA). Une autre option consiste à émettre des monnaies numériques de banque centrale (CBDC) qui répondent à des besoins réels.

<https://www.bis.org/publ/bisbull66.htm>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

Rexecode